



L'INVESTISSEMENT : DÉTERMINANTS MACROÉCONOMIQUES

En termes macro-économiques, l'investissement est tout d'abord une composante de la demande globale, au même titre que la consommation et les exportations. C'est un agrégat déterminé principalement par deux facteurs : la demande anticipée, que l'on estime à partir d'une extrapolation, corrigée du cycle, des taux de croissance antérieurs ; et la rentabilité, c'est-à-dire l'écart entre la rentabilité économique et le coût du capital, estimé à partir d'un indicateur de taux d'intérêt.

Mais l'investissement peut aussi être vu du côté de l'offre. L'investissement d'aujourd'hui, du moins l'investissement productif, est un déterminant de l'offre globale de demain : il accroît, quantitativement ou qualitativement, les capacités de production de l'économie, améliore la productivité globale du travail et positionne donc l'économie sur un potentiel de croissance supérieur à ce qu'il était auparavant.

Et de fait, on constate sur longue période que les pays qui consacrent une part importante de leur P.I.B. à l'investissement tendent également à connaître des taux de croissance élevés.

Cette appréciation d'ensemble sur le rôle de l'investissement comme moteur de la croissance mérite toutefois d'être nuancée :

1. Tout investissement n'est pas nécessairement efficace en termes de croissance. Un investissement n'est justifié que s'il crée de la valeur. Cela vaut aussi bien pour l'investissement public que pour l'investissement des entreprises, à cette nuance près que la valeur créée par un investissement public est plus complexe à mesurer car elle doit souvent tenir compte des externalités positives que l'on pense associées aux projets considérés (des projets d'infrastructures par exemple). Un investissement surdimensionné n'est pas générateur de croissance, car sa faible rentabilité est plus que compensée par le coût d'opportunité des dépenses engagées pour le réaliser. Les fonds auraient pu être affectés à des emplois alternatifs plus judicieux.

2. L'investissement est généralement soumis à la loi des rendements décroissants. En d'autres termes, le surcroît de production engendré par une unité supplémentaire d'investissement tend à diminuer au fur et à mesure que le stock de capital déjà constitué augmente. Il peut dès lors devenir plus efficace pour une entreprise ou une économie de consacrer ses ressources non à une accumulation supplémentaire de capital, mais à d'autres paramètres de la productivité : formation des salariés ou organisation des processus de production au niveau de l'entreprise ; éducation ou organisation des marchés au niveau macro-économique.

Les entreprises prennent en compte un ensemble de paramètres, réels et financiers, avant de décider des investissements à réaliser. En particulier, sur le plan réel, les coûts de production et les perspectives de débouchés apparaissent essentiels. La décision d'investissement peut également être fonction des possibilités de financer les différents projets envisagés.

L'anticipation de la demande par les entrepreneurs joue le rôle le plus important dans la détermination de l'investissement. En période de faible croissance ou de récession, il est raisonnable de penser que les entreprises adoptent une stratégie d'investissement prudente ; elles ne cherchent pas à augmenter leurs capacités de production et parfois même, elles ne renouvellent pas les équipements devenus obsolètes. A l'inverse, en période de croissance soutenue, les entreprises ont intérêt à accroître leurs capacités de



production afin de bénéficier de la hausse de la demande. Si l'on suppose que le capital physique nécessaire est proportionnel au niveau de production à réaliser, et que les entreprises veulent adapter rapidement leur niveau de capital, la croissance de l'investissement sera plus forte que celle de la demande. C'est le principe de l'accélérateur, qui joue évidemment aussi à la baisse.

Outre la demande anticipée, l'investissement peut également être fonction du coût des facteurs de production, capital et travail. En effet, quel que soit l'objectif de production retenu, délimité par les perspectives de la demande, l'entreprise cherche à le réaliser au moindre coût.

Dans le cas où l'entreprise est contrainte sur ses débouchés, l'investissement sera fonction du coût relatif. Ainsi, lorsque le coût du capital s'élève par rapport aux charges salariales, l'entreprise a intérêt à limiter les dépenses d'investissement en substituant une plus grande quantité de travail au capital. En conséquence, l'effort d'investissement est réduit. Par contre, dans un cadre où la production n'est pas contrainte par une demande anticipée trop faible, l'entreprise détermine la combinaison productive qui lui est la plus favorable en fonction des coûts réels des deux facteurs de production.

L'investissement d'une entreprise peut aussi être déterminé par les conditions de son financement. Pour investir en effet, l'entreprise dispose en priorité de ses ressources propres ; si celles-ci s'avèrent insuffisantes, elle doit emprunter auprès des banques ou, si sa taille est suffisante, sur les marchés financiers.

Bibliographie

- *Dictionnaire d'histoire, économie, finance, géographie* (sous la direction de F. TEULON), collection Major.
- R. Barre, *Économie politique*, tome 1, coll. Thémis, PUF